

# Roumanie: Victor Ponta chassé par la rue

## Le premier ministre a démissionné après l'incendie tragique d'une discothèque

BUCAREST - correspondant

**I**l voulait être le Che Guevara de la politique roumaine et avait pour modèle l'ancien premier ministre britannique Tony Blair. Victor Ponta, 43 ans, premier ministre démissionnaire d'une Roumanie en pleine ébullition, promettait un renouveau de la politique mais, mercredi 4 novembre, il a quitté le gouvernement par la petite porte. Ce n'est pas l'opposition libérale dont est issu le président conservateur Klaus Iohannis, qui a mis un terme à sa carrière, mais la colère d'une opinion publique exaspérée par la corruption. «*Je peux mener des batailles politiques, mais je ne peux pas affronter le peuple*», a conclu Victor Ponta en annonçant son départ.

### « On ira jusqu'au bout »

D'importantes manifestations ont eu lieu à Bucarest et dans les grandes villes roumaines après l'incendie tragique du 30 octobre dans une discothèque du centre de Bucarest, qui a fait trente-deux morts et près de deux cents blessés graves. Les patrons du club ont été arrêtés et le premier ministre, Victor Ponta, pensait s'en sortir en décrétant trois jours de deuil national. Mais ses compatriotes ont interprété autrement la mort des trente-deux jeunes.

«*C'est à cause de la corruption, en Roumanie on achète tout avec un bakchich*», déclare Sorin Mandache, un étudiant qui a perdu un

ami dans l'incendie. *Mais cette fois, on ira jusqu'au bout, on ne quittera plus la rue, on en a marre de tous ces politiciens qui nous tuent.*» La nuit du 3 novembre, plus de 30 000 Bucarestois ont pris d'assaut les grands boulevards de la capitale pour crier leur colère. Malgré la démission de Victor Ponta, le matin du 4 novembre, ils sont sortis encore plus nombreux manifester contre le système.

«*Ne vous laissez pas manipuler ! Victor Ponta est parti, mais la corruption reste*», lit-on sur les milliers de messages partagés sur Facebook. «*La corruption nous tue, il ne nous reste que la rue*», «*Assez de ces misérables criminels qui nous gouvernent, on va tout balayer*». Un air de révolution souffle sur les réseaux sociaux et se répand rapidement dans les rues prises d'assaut par la foule.

Le président Iohannis, qui a battu Victor Ponta lors de l'élection présidentielle en novembre 2014, avait demandé à ce dernier, à plusieurs reprises, de démissionner. Le 5 juin 2015, les procureurs avaient accusé officiellement M. Ponta de blanchiment d'argent, mais le premier ministre avait mis en avant son immunité pour échapper à la justice. Après trois années à la tête du gouvernement, il laissera derrière lui le souvenir d'un homme qui a cherché en vain à museler la justice. «*Cette démission arrive tard, trop tard*», a déclaré Klaus Iohannis le 4 novembre. *Il a fallu que des*

*gens meurent pour qu'il la donne.*»

Le Parti social-démocrate (PSD) qui gouverne le pays depuis trois ans avec l'appui d'une petite formation politique, l'Union natio-

nale pour le progrès de la Roumanie (UNPR), veut proposer un nouveau premier ministre. Mais l'actuelle coalition gouvernementale a un sérieux problème de crédibilité. Liviu Dragnea, élu chef de file des socialistes en octobre, a

été condamné dans une affaire pénale. Le chef de l'UNPR, Gabriel Oprea, fait lui aussi l'objet d'une enquête pénale pour avoir abusé de ses escortes policières.

Les dérives du personnel politique, et surtout le sentiment de

l'impunité d'élites corrompues, accentue l'exaspération de l'opinion publique. L'opposition libérale demande des élections anticipées. Quant aux manifestants, ils ne semblent plus vouloir se contenter de demi-mesures. «*C'est maintenant ou jamais*», déclare Gabriela Tanase, une infirmière venue manifester à Bucarest. *J'ai vu ces jeunes brûlés vifs, mon fils a 19 ans et il aurait pu se trouver parmi eux. Je ne veux plus que mon pays soit gouverné par des gens qui tuent nos enfants.*» Si le PSD ne parvient pas à former un gouvernement, le président Iohannis disposera de deux mois pour nommer un premier ministre de son choix. Victor Ponta s'en va, mais la crise politique reste. ■

MIREL BRAN

### Mini-sommet de l'OTAN à Bucarest

Neuf pays de l'ex-Europe de l'Est – Roumanie, Pologne, Bulgarie, Hongrie, République tchèque, Slovaquie et les trois pays baltes – se sont réunis, mercredi 4 novembre, à Bucarest, pour un mini-sommet de l'OTAN. S'inquiétant de la politique expansionniste de la Russie, ils souhaitent un renforcement des capacités militai-

res de l'OTAN, et certains prônent la mise en place de bases permanentes. La Roumanie et la Pologne, à l'origine du sommet, sont les pays qui défendent le plus cette option, alors que les principaux membres de l'Alliance atlantique, dont les États-Unis, sont très réticents. La question d'une plus forte présence de l'OTAN dans les pays limitrophes de la Russie devrait dominer le prochain sommet de l'Alliance en juillet 2016 à Varsovie.